



HAL
open science

Le Moyen-Orient en 2050 : un essai de prospective

Jean-Pierre Filiu

► **To cite this version:**

| Jean-Pierre Filiu. Le Moyen-Orient en 2050 : un essai de prospective. 2023, 59 p. hal-04416722

HAL Id: hal-04416722

<https://sciencespo.hal.science/hal-04416722>

Submitted on 25 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Le Moyen-Orient en 2050 :

un essai de prospective

Jean-Pierre FILIU

LES CARNETS DE L'INSTITUT DIDEROT

Le Moyen-Orient en 2050 :

un essai de prospective

Jean-Pierre FILIU

OCTOBRE 2023

Sommaire

Avant-propos

André Comte-Sponville

p. 7

Le Moyen-Orient en 2050 :
un essai de prospective

Jean-Pierre Filiu

p. 13

Questions de la salle

p. 33

Les publications
de l'Institut Diderot

p. 59

Avant-propos

Lorsque nous avons demandé à Jean-Pierre Filiu, en mai dernier, de venir nous parler de ce que pourrait être le Moyen-Orient en 2050, nous n'imaginions pas qu'une actualité particulièrement atroce donnerait à son propos, cinq mois plus tard, un si dramatique contexte : il est intervenu dans nos locaux le 11 octobre 2023, soit quatre jours après que le Hamas eut déclenché en Israël les massacres que l'on sait, lesquels ne pouvaient que susciter une intervention – aussi légitime dans son principe qu'inévitablement meurtrière et injuste dans son exécution – de l'armée israélienne. Merci à lui d'avoir su trouver, face à l'horreur, ce qu'il fallait de recul et de modération pour que la raison, au moins au sein de notre public, l'emporte sur les passions, en l'occurrence si douloureusement déchirées.

Pourquoi 2050 ? Parce que c'est le thème que l'Institut Diderot s'est fixé pour l'actuelle année universitaire. Il a semblé à notre Conseil d'orientation que c'était la bonne échelle – celle d'une génération – pour engager une

réflexion prospective à moyen terme. 2050, c'est assez loin pour nous donner à penser ou à rêver (c'est l'époque, en gros, où nos enfants auront l'âge que nous avons aujourd'hui), assez près pour qu'on puisse en dire autre chose que des sottises ou des romans (notre institut n'ayant vocation ni à la science-fiction ni aux pieuses ou apocalyptiques vaticinations). L'avenir, mais cette fois à très court terme, dira si notre Conseil d'orientation eut raison.

Pourquoi le Moyen-Orient ? Parce que c'est une région à la fois centrale, fragile et décisive, au point, rappelle notre orateur, que l'inventeur de cette dénomination (« *Middle East* »), l'amiral américain Alfred Mahan, a pu dire, il y a plus d'un siècle, que « qui contrôle le Moyen-Orient contrôle le monde ».

Pourquoi Jean-Pierre Filiu ? Parce que c'est l'un des meilleurs spécialistes de cette partie du globe, à laquelle il a consacré l'essentiel de sa carrière, comme diplomate (de 1988 à 2006, où il fut notamment en poste en Jordanie, en Syrie puis en Tunisie) autant que comme historien (on lui doit notamment une *Histoire de Gaza*, Fayard, 2012, et une *Histoire du Moyen-Orient, de 395 à nos jours*, Seuil, 2023), comme chercheur (associé au CERI, le Centre de recherches internationales) autant que comme enseignant (professeur des Universités, il enseigne l'histoire du Moyen-Orient à Sciences-Po Paris).

Quant au contenu de son exposé, on verra qu'il a scrupuleusement traité le sujet que nous lui avons proposé.

Que nous dit-il ? D'abord, quant au contexte structurel, que le Moyen-Orient, qui continuera en 2050 de constituer à peu près 5,5 % de la population planétaire, restera un espace d'immigration plutôt que d'émigration (avec un recul démographique des Chrétiens d'Orient et un équilibre maintenu « entre les populations juives et arabes sur le territoire de la Palestine du mandat britannique ») ; que « la transition énergétique n'affectera sans doute pas la prééminence actuelle des monarchies du Golfe dans l'économie régionale » ; enfin que « l'ensemble du Moyen-Orient vivra en situation d'extrême stress hydrique », sans qu'il soit pour autant probable que les « conflits pour l'eau » débouchent sur une guerre entre deux ou plusieurs États.

Quant aux « variables extrarégionales », Jean-Pierre Filiu pense que les États-Unis, qui tendent à s'en désintéresser, ne retrouveront pas, dans la région, « leur prééminence passée » ; que la Russie (qui ne sait guère que bombarder) ou la Chine (qui ne sait guère que commercer) ne sont pas en mesure de les remplacer ; et que l'Union européenne (UE) dispose dès lors, dans cette région du monde, d'une « opportunité historique ». Encore faut-il que l'Europe se donne les moyens de la saisir, au lieu de « pactiser avec des régimes en faillite » et de « financer sans contrepartie l'Autorité palestinienne ». C'est la condition pour que l'UE puisse « s'investir concrètement en faveur de la solution à deux États », ce qui passe par « une authentique médiation européenne entre Israël et l'Organisation de Libération de la Palestine ».

Je ne dirai rien des trois scénarios – du plus prometteur au plus sombre – que Jean-Pierre Filiu a bien voulu esquisser pour 2050 : son propos est d'une telle densité qu'il décourage tout résumé. Retenons-en pourtant qu'il souligne pour finir « le coût exorbitant » de notre passivité, au Moyen-Orient, donc aussi le « rôle essentiel » que l'Europe peut et doit y assumer.

Le débat qui suivit ne pouvait éviter d'évoquer les événements tragiques du 7 octobre et leurs conséquences tristement prévisibles. Beaucoup tourna autour de la « solution à deux États », qui semble seule à même de mettre fin aux « escalades militaires ». Les atrocités accomplies par le Hamas constituaient une espèce de piège, particulièrement pervers et redoutable : il s'agissait d'attirer l'armée israélienne dans des bombardements et des combats de rue interminables, afin de briser par-là les tentatives de paix entre Israël et les pays arabes. La seule façon de faire échouer le Hamas, explique en substance notre invité, c'est de faire enfin aboutir cette solution dite « à deux États ». Mais comment, dès lors que ni les Palestiniens ni les Juifs n'en veulent, du moins majoritairement ? La réponse est dans la question : si les parties belligérantes n'en veulent pas, il y faut une intervention extérieure, qui pourrait être celle de l'Europe, selon Jean-Pierre Filiu, plus que des États-Unis. Sur ce dernier point, on peut le trouver bien optimiste, de même que lorsqu'il conclut, répondant à une dernière question, que, de ses trois scénarios, c'est « le plus prometteur » qui lui paraît le moins improbable. Prenant un café avec lui, après le débat, je m'étonnai de cette réponse, qui ne me semblait guère

découler des propos qu'elle était censée conclure. Jean-Pierre Filiu eut un sourire un peu triste et me répondit : « Il y a si longtemps que je travaille sur ces questions ! Si je n'étais pas optimiste, cher André, je ne pourrais plus vivre. »

André Comte-Sponville
Directeur général de l'Institut Diderot

Le Moyen-Orient en 2050 : un essai de prospective

Je suis très reconnaissant à l'Institut Diderot de me donner le privilège d'un exercice de prospective sur le Moyen-Orient en 2050. Cette région du monde souffre en effet, plus encore que d'autres, d'une saturation d'actualités qui obscurcit souvent le regard sur le moyen et le long terme. C'est pourquoi cet essai de prévision à l'horizon d'un quart de siècle représente en soi une occasion privilégiée de respiration intellectuelle, même si les historiens, dont je suis, sont plutôt à l'aise pour prédire... le passé. Un tel exercice me permet en outre de renouer avec le tout début de ma carrière quand, jeune diplomate au Centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay, j'avais rédigé, en février 1990, une note sur la « montée en puissance de l'Irak » où j'affirmais que « l'Irak va orienter ses ambitions » en « direction du Golfe », concluant : « c'est le Koweït qui, du fait de sa contiguïté géographique et de l'irrédentisme irakien à peine refoulé, se trouve en première ligne ».

Nous n'étions alors pas nombreux, surtout dans une France si étroitement liée à Saddam Hussein, à agiter la menace d'une intervention irakienne au Koweït, effective avec l'invasion, puis l'annexion d'août 1990. Mais je n'avais au fond réalisé qu'une prospective à six mois, bien moins risquée que l'exercice auquel je me livre devant vous. Non seulement le Moyen-Orient est une région marquée par l'instabilité, et donc l'incertitude, mais une séquence internationale, dont l'événement déclencheur est totalement extérieur à la zone, peut avoir des retombées majeures sur l'ensemble du Moyen-Orient. On pense bien sûr à la décision de George W. Bush de lancer en septembre 2001 une « guerre globale contre la terreur » qui l'amènera à envahir l'Irak, en mars 2003, ou, plus près de nous, à la pandémie de Covid-19, née en Chine en décembre 2019.

Quant au Moyen-Orient lui-même, il s'agit d'un concept formalisé en 1902 comme *Middle East* par un amiral américain, Alfred Mahan, qui désignait ainsi la région se trouvant au « milieu » (*middle*) de l'ensemble tri-continental Europe-Asie-Afrique. Mahan en déduisait, en cet âge d'impérialisme triomphant, que qui contrôle le Moyen-Orient contrôle le monde. Vladimir Poutine n'a pas forcément lu Mahan, mais il a méthodiquement consolidé au Moyen-Orient, à partir de la Syrie, un rapport de force qui lui a permis de lancer son agression contre l'Ukraine dès 2014, puis son invasion généralisée de l'an dernier. Ce Moyen-Orient repose depuis l'Antiquité sur les trois espaces de la Mésopotamie, aujourd'hui l'Irak, de la vallée du Nil, donc l'Égypte, et de la « Syrie

naturelle » des géographes grecs, soit Israël, les territoires palestiniens, la Jordanie, la Syrie et le Liban actuels.

Dans ce triangle fondateur du Moyen-Orient s'encastrent historiquement l'Anatolie de la Turquie contemporaine, la Perse de l'actuelle République islamique d'Iran, ainsi que la Péninsule arabique. En revanche, le Caucase, l'Asie centrale, l'Afghanistan, le Soudan et la Libye, pour décliner les marches frontalières du Moyen-Orient dans le sens des aiguilles d'une montre, ne seront pas prises en compte dans cette prospective, pas plus que le Maghreb, pourtant inclus dans le « Grand Moyen-Orient » de George W. Bush. Cet essai, après avoir « planté » le décor structurel en 2050 de l'évolution de la démographie, des hydrocarbures et des ressources hydriques, puis évoqué les variables extrarégionales, proposera trois scénarios du plus lumineux au plus sombre, vous laissant le soin d'évaluer la probabilité de chacun d'entre eux.

I. LE CONTEXTE STRUCTUREL EN 2050

A) La démographie

Plus de 400 millions de femmes et d'hommes vivent aujourd'hui au Moyen-Orient, soit 5,5 % de l'humanité et un peu moins que la population de l'Union européenne. La région compte deux mégapoles de plus de dix millions d'habitants, Le Caire et Istanbul, ainsi que cinq cités de plus de cinq millions d'habitants, Ankara, Téhéran,

Alexandrie, Riyad et Bagdad. Toutes choses égales par ailleurs, la population du Moyen-Orient devrait dépasser les 550 millions en 2050, avec une croissance comparable à celle du reste de l'humanité et une proportion toujours de l'ordre de 5,5 % de la population planétaire. Les trois États d'ores et déjà les plus peuplés de la région le demeureront, avec quelque 150 millions d'Égyptiens, une centaine de millions d'Iraniens et plus de 90 millions de Turcs, talonnés par environ 70 millions d'Irakiens et 55 millions de Yéménites.

Le Moyen-Orient est, de manière générale, entré dès maintenant dans une phase de transition démographique, avec réduction spectaculaire de la fécondité féminine au cours des deux dernières générations écoulées. Mais cette transition démographique a pu être remise en cause par des facteurs qui sont loin de faire consensus chez les démographes. L'historien que je suis, nourri de science politique, a mis en avant l'hypothèse d'une régression dictatoriale de l'évolution démographique, visible, à mon sens, dans le cas de l'Égypte. L'échec de la transition démocratique de 2011-13 s'y est accompagné d'une remontée de la fécondité féminine, elle-même conséquence de l'expulsion des femmes de l'espace public et du marché du travail, du fait de la pression conservatrice et de la répression policière. Le régime de l'ex-maréchal Abdel Fattah Sissi a depuis tenté de renverser cette tendance dévastatrice pour l'économie égyptienne, sans pourtant enrayer une croissance estimée à un million d'Égyptiens supplémentaires tous les huit mois.

L'autre facteur contrariant la dynamique de transition démographique peut être qualifié, au risque de simplifier, de « natalité de guerre ». Il s'agit en effet d'un contexte de conflit ouvert ou larvé où les populations concernées « investissent » dans les générations futures, soit dans l'espoir de la victoire dans la guerre alors en cours, soit pour maintenir le poids collectif dans un équilibre intercommunautaire. C'est ainsi que l'Irak et le Yémen verraient leur population croître de plus de 60 % d'ici à 2050, alors que la population n'aurait augmenté que d'un peu plus de 10 % en Turquie et en Iran durant la même période. La Syrie est sans doute le cas le plus troublant : la population était légèrement supérieure à vingt millions d'habitants en 2011, au début de l'interminable conflit actuel, cause d'un demi-million de morts et de l'exode de plus de sept millions de réfugiés ; la projection actuelle de la population syrienne à l'horizon 2050 est pourtant supérieure à 35 millions d'habitants.

Une telle « natalité de guerre » est loin de concerner toutes les communautés de manière uniforme. Les Yézidis kurdophones d'Irak, victimes en 2014 d'une campagne de liquidation de la part des jihadistes de Daech, le soi-disant « État islamique », sont tentés par l'émigration collective vers la Scandinavie où leur nombre est déjà plus important que dans leur berceau irakien. Cette supériorité démographique de la diaspora est également observée, dès maintenant, pour certaines églises d'Orient, notamment l'Église apostolique assyrienne, de tradition nestorienne, qui a plus de fidèles en Amérique du Nord qu'au Moyen-Orient. De manière générale, la part des

Chrétiens d'Orient dans la population moyen-orientale, déjà très faible, devrait continuer de régresser, du fait d'une natalité plus basse que celle de leurs compatriotes musulmans, ainsi que d'une attractivité plus forte de l'émigration, en raison du dynamisme de leur diaspora.

L'équilibre qui prévaut actuellement entre les populations juives et arabes sur le territoire de la Palestine du mandat britannique (1922-48) devrait être préservé à l'horizon 2050, sauf en cas de nouvelle vague d'immigration juive, à ce stade improbable (la majorité des Juifs qui ont fui l'Ukraine ont préféré se réfugier en Allemagne plutôt qu'en Israël). Sept millions de Juifs israéliens (dont 10 % de colons installés dans les territoires occupés en 1967) partagent aujourd'hui cet espace avec autant de Palestiniens (dont moins de deux millions de nationalité israélienne, plus de deux millions dans la bande de Gaza et trois millions en Cisjordanie et à Jérusalem-Est). La croissance démographique de la population juive, portée par la fécondité de la communauté ultra-orthodoxe, devrait rester comparable à celle de la population arabe, avec un courant d'émigration de la population juive d'orientation libérale et laïque qui reste impossible à évaluer, en l'absence de statistiques israéliennes sur ce sujet sensible.

À la différence de l'Afrique subsaharienne et, dans une moindre mesure, du Maghreb, le Moyen-Orient devrait rester en 2050 un espace d'absorption d'immigration, surtout dans la péninsule Arabique, mais aussi en Égypte, plutôt que d'émigration. La « crise des réfugiés » qui a frappé l'Europe en 2015 résultait moins de la pression

démographique que de l'exode de la population syrienne, chassée de son pays par l'horreur du conflit et les tueries collectives. Nul ne peut exclure de tels déplacements de population à la faveur d'un conflit d'ampleur dont le Moyen-Orient offre le terreau sous différentes déclinaisons. La seule certitude est que la Turquie, qui avait accueilli plus de trois millions de réfugiés syriens avant 2015, ne redeviendra plus pour longtemps un tel sanctuaire, vu la poussée d'un courant xénophobe à l'implantation désormais durable.

B) Les hydrocarbures

C'est à l'évidence le sujet sur lequel la prédiction peut s'avérer la plus hasardeuse. Pour n'évoquer que les années les plus récentes, les pressions exercées sur le marché des hydrocarbures, à la baisse par la pandémie de Covid-19, à la hausse par l'invasion russe de l'Ukraine, résistaient à la prospective la plus lucide. L'inconnue majeure reste à cet égard le degré de détermination de la communauté internationale à tenir ses engagements à atteindre l'objectif « zéro carbone » à l'horizon 2050. Le paradoxe est que le respect de tels engagements repose largement sur les principaux pays producteurs d'hydrocarbures, ainsi que le souligne la tenue aux Émirats arabes unis de la COP 28 à partir de la fin du mois de novembre 2023, cette conférence étant présidée par le patron de l'ADNOC, la Compagnie nationale d'Abou Dhabi pour le pétrole.

Quant à l'Arabie saoudite, elle a adopté dès 2016 la « Vision 2030 » chère à Mohammed Ben Salmane, le

prince héritier, Premier ministre et dirigeant de fait du royaume. Ce plan très ambitieux prévoit d'atteindre dès 2030 la parité entre ressources fossiles et énergies renouvelables, notamment le solaire. Il est douteux que ce calendrier soit respecté, même si Riyad maintient les cours du pétrole à la hausse par un plafonnement volontariste de sa production. Seule l'Arabie est capable d'influer directement sur les cours en ajustant sa production, parfois avec un préavis très court, alors que ses réserves pétrolières sont évaluées à plus de 260 milliards de barils, loin devant l'Iran (200), l'Irak (150), le Koweït (105) et les Émirats (100). Il va sans dire que de telles évaluations sont très débattues, voire contestées, tant elles contribuent à la valorisation des États concernés sur le marché mondial.

Le Qatar devrait demeurer au Moyen-Orient, en 2050, le principal exportateur de gaz naturel liquéfié, acheminé par pipeline dès 2026 à l'Allemagne, dans le cadre d'un contrat de quinze ans. La demande mondiale d'hydrogène, appelée à quintupler d'ici à 2050, a été prise en compte dans les planifications à moyen terme des États du Golfe. Le Qatar, du fait de ses richesses gazières, privilégie l'hydrogène « bleu », avec gazéification couplée à la capture de carbone, tandis que l'Arabie et les Émirats se veulent des champions de l'hydrogène « vert », produit par électrolyse de l'eau, même si un équilibre entre hydrogène « bleu » et « vert » paraît plus réaliste dans ces deux pays. En tout état de cause, la transition énergétique n'affectera sans doute pas la prééminence actuelle des monarchies du Golfe dans l'économie régionale.

C) Le stress hydrique

Le *World Resources Institute* (WRI) vient d'estimer que l'ensemble du Moyen-Orient vivra en situation d'extrême stress hydrique en 2050. Plus de 80 % des ressources en eau sont déjà consommées localement dans la plupart des pays concernés, une proportion qui ne cessera de croître, avec l'épuisement des nappes phréatiques, rendant ces pays toujours plus vulnérables à une période de sécheresse. Une de ces séquences de sécheresse en Syrie, en accentuant l'exode rural vers les banlieues déshéritées des métropoles, explique en partie la rapidité de la contagion révolutionnaire en 2011-12 des campagnes vers les villes. En Irak, le débit cumulé du Tigre et de l'Euphrate a déjà chuté de moitié durant les deux dernières décennies, menaçant de transformer sept millions d'habitants en réfugiés climatiques.

De telles tensions sur des ressources en eau très limitées ne peuvent qu'exacerber les contradictions internes aux différents pays de la région ou, comme c'est déjà le cas en Iran, enraciner dans la durée la contestation du pouvoir central. Il est cependant peu probable, même à l'horizon 2050, que les conflits pour l'eau débouchent sur une guerre entre deux États. L'Irak, qui accuse la Turquie de tarir à la source les cours du Tigre et de l'Euphrate, choisira plutôt de se concilier avec Ankara, tant est écrasant le rapport de force et aléatoire la possibilité de s'emparer de ressources hydrauliques supplémentaires. Le même raisonnement vaut à l'égard de la Syrie et de l'Iran, même si l'Irak peut aussi légitimement les accu-

ser de détournement en amont. Mais c'est peut-être au Yémen que la situation sera la plus dramatique, la modicité des ressources hydrauliques étant aggravée par la forte consommation d'eau nécessaire pour produire le qat, un narcotique très populaire.

La relance du projet jordanien Mer Rouge-Mer Morte, abandonné en 2021, pourrait être la réponse la plus raisonnable à la tension croissante sur les ressources hydriques entre Israël, la Jordanie et les territoires palestiniens. Ce projet, combinant désalinisation et hydroélectricité, ambitionne en effet de stabiliser le niveau de la mer Morte en générant de nouvelles ressources en eau. Mais Israël préférera sans doute continuer d'abuser de sa position dominante, notamment en Cisjordanie où l'accaparement de l'eau va de pair avec celui de la terre. Il faudra peut-être une catastrophe écologique à Gaza, où, déjà, seule une infime partie de l'eau reste potable, pour qu'Israéliens et Palestiniens reprennent conscience de leur communauté de destin.

II. LES VARIABLES EXTRARÉGIONALES

Les trente années d'hégémonie américaine sur le Moyen-Orient, de 1990 à 2020, se sont closes sur l'incapacité de Donald Trump à imposer aux Palestiniens son « accord du siècle », élaboré avec le seul Benyamin Netanyahou. Ce ne sont donc pas les « guerres sans fin » en Irak, puis

en Afghanistan, qui ont épuisé l'énergie d'une telle hégémonie, mais l'échec à combiner « hard power » militaire et « soft power » diplomatique, alors que George H. Bush avait posé au Moyen-Orient les bases d'un « Nouvel ordre mondial » post-soviétique en adossant, en 1991, le processus de paix israélo-arabe à la défaite militaire de l'Irak au Koweït. Il paraît exclu que, d'ici à 2050, les États-Unis se réinvestissent sensiblement dans une médiation israélo-palestinienne, ce qui rend impossible le rétablissement de leur prééminence passée.

La Russie est d'ores et déjà incapable de profiter de ce vide de puissance au Moyen-Orient autrement que par sa capacité de nuisance, très substantielle, mais à l'impact relativement limité sur la longue durée. Vladimir Poutine n'a en effet même pas tenté de parrainer un règlement politique du conflit syrien, se contentant de permettre à Bachar el-Assad de remporter une victoire militaire sur un champ de ruines. En outre, le Kremlin s'est avéré plus intéressé par le Moyen-Orient comme gisement de puissance pour son agression contre l'Ukraine, notamment du fait de l'alliance avec l'Iran forgée en Syrie, que par le Moyen-Orient en tant que tel. Enfin, l'importance du partenariat noué par Moscou avec Riyad sur le marché des hydrocarbures déclinera à mesure que la transition énergétique progressera, l'Arabie prenant date sur le marché des énergies renouvelables, à la différence d'une Russie au modèle de plus en plus archaïque.

La Chine aurait sur le papier de nombreux atouts pour jouer un rôle majeur, voire dominant au Moyen-Orient,

mais il lui manque la volonté politique et l'ingénierie diplomatique. La réconciliation entre l'Arabie et l'Iran, conclue spectaculairement à Pékin en mars 2023, n'a ainsi été suivie d'aucun accompagnement de la part de la Chine, alors même qu'un tel processus reste lourd d'incertitudes. De fait, Téhéran et Riyad ont choisi par eux-mêmes de régler leur contentieux et ont trouvé dans la Chine une caution plutôt qu'une médiation. Le modèle du tout-économique mis en avant par Pékin n'est pas plus tenable que celui du tout-militaire dans lequel Washington s'est enfoncé au Moyen-Orient. À moins d'une crise d'ampleur, où Pékin serait sans doute attirée contre son gré, la Chine traitera avant tout la région sous l'angle de ses approvisionnements en hydrocarbures, une approche inexorablement vouée à devenir obsolète.

Le désengagement des États-Unis, sur fond de limites de la Russie et de la Chine, ménage une opportunité historique à l'Union européenne (UE) au Moyen-Orient. L'UE a certes commencé d'assumer une vocation de puissance, à la faveur de la crise d'Ukraine, mais semble peu désireuse de l'assumer en dehors du continent européen. C'est la conséquence du refus historique de considérer la chute du « mur de la peur » dans le monde arabe en 2011 comme l'équivalent méditerranéen de la chute du mur de Berlin en Europe en 1989. Malgré le prix qu'a payé l'Europe à un tel déni, avec la crise des réfugiés de 2015 et la vague de terrorisme jihadiste, l'UE continue de miser avec constance sur les régimes autoritaires de Méditerranée pour contenir l'immigration vers la « forteresse Europe ».

Au lieu de s'inspirer du précédent de la transition post-dictatoriale en Espagne, au Portugal et en Grèce, qui a transformé ces pays d'émigration en destination d'immigration, l'UE dilapide de précieuses ressources à colmater un statu quo en trompe l'œil, puisque tous les indicateurs de base se dégradent littéralement sous nos yeux. Aucun régime arabe n'est parvenu à restaurer la soi-disant « stabilité » qui aurait prévalu avant 2011, malgré l'aggravation d'une répression multiforme et le contrôle sourcilieux de l'expression, y compris sur les réseaux sociaux. Une telle chape de plomb bride l'énergie et la créativité des « forces vives » arabes que sont la classe moyenne, paupérisée et bâillonnée, et la jeunesse, assez formée pour être critique, mais trop vulnérable pour réaliser ses aspirations.

L'UE pourrait certainement faire la différence au Moyen-Orient en mettant enfin en pratique ses discours en faveur de la « société civile », plutôt que de pactiser avec des régimes en faillite et de se borner à traiter avec une caricature caporalisée de « société civile » sous contrôle. Et, comme les États-Unis en 1991, c'est sur le processus de paix israélo-arabe que l'UE serait en mesure d'affirmer ses ambitions régionales, et ce en cessant de financer sans contrepartie l'Autorité palestinienne (AP). Alors que l'UE est le principal bailleur de fonds de l'AP, cette aide considérable devrait être conditionnée à la tenue d'élections générales en Cisjordanie et à Gaza, où les dernières présidentielles remontent à 2005 et les dernières législatives à 2006. Un geste aussi fort donnerait du crédit à la détermination européenne à s'investir concrètement en faveur de la « solution à deux États ».

La suspension de l'aide européenne à l'AP ne serait dès lors pas une sanction, mais un levier pour relégitimer par les urnes des institutions palestiniennes pour l'heure largement discréditées. Israël, qui a tendance à considérer les financements européens pour acquis, retrouverait un peu d'intérêt, voire de respect pour le rôle régional de l'UE. Le temps viendrait alors d'une authentique médiation européenne entre Israël et l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), les deux signataires des accords d'Oslo, l'AP n'étant qu'une création de ces accords. L'UE affirmerait ainsi une mission de promotion du droit et des normes au Moyen-Orient, droit et normes dont les peuples de la région ont cruellement besoin dans la perspective d'un multilatéralisme rénové. Le degré d'investissement de l'UE au Moyen-Orient jusqu'en 2050 devient, dans cet esprit, une des variables majeures dans les trois scénarios désormais énoncés du plus prometteur au plus sombre.

III. TROIS SCENARIOS

A) Le plus prometteur

Un État palestinien, démilitarisé et démocratique, est établi sur la base de l'annexion des blocs de colonies par Israël, en contrepartie de l'évacuation du reste de la Cisjordanie et d'une forme de souveraineté partagée à Jérusalem-Est. Un corridor est aménagé avec la bande de Gaza, dont le blocus est levé, une fois le désarmement

des milices islamistes constaté et confirmé par des observateurs européens. La dérive illibérale d'Israël, nourrie par la surenchère extrémiste des colons messianiques, est une fois pour toutes enrayée. Quant aux réfugiés palestiniens, leur « droit au retour » est limité au territoire de l'État palestinien. L'OLP se saborde au profit du nouvel État, qui signe un traité de paix avec Israël réglant le contentieux historique entre les deux peuples et prohibant la propagande belliciste ou raciste.

L'UE, à la stature confortée par un tel succès diplomatique, s'attelle ensuite au dossier syrien, et ce en deux temps. Elle obtient d'abord la neutralisation des interventions étrangères de toutes origines, sous supervision de l'ONU, puis le retour de millions de réfugiés, là encore sous une supervision internationale qui garantit l'intégrité des personnes. C'est une fois ce rapatriement de masse accompli que des élections se déroulent pour une Assemblée constituante qui jette les fondements d'une « république syrienne » (et non « république arabe syrienne » comme aujourd'hui) démocratique et pluraliste. Le premier scrutin, tenu à la proportionnelle, voit les islamistes remporter une victoire relative, ce qui les contraint à constituer un gouvernement de coalition et à accorder la priorité à la reconstruction du pays. Les élections suivantes donnent cette fois l'avantage aux progressistes sur les islamistes, qui pâtissent de leur gestion à courte vue du pays, avant que les scrutins ultérieurs n'entraînent une recomposition du champ politique dépassant les clivages traditionnels.

La Turquie, reconnaissante à l'UE d'avoir assuré le rapatriement de la plus grande partie des réfugiés syriens, accepte de lancer sous son égide des négociations d'autonomie dans le sud-est du pays. Ces pourparlers se déroulent avec des nationalistes kurdes proches du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) sans lui être affiliés. La conclusion de cet accord d'autonomie s'accompagne d'une aide aussi exceptionnelle que généreuse de l'UE qui, par ailleurs, est devenue le partenaire privilégié de la nouvelle République d'Iran, fondée sur les ruines de la République islamique, après la victoire d'un soulèvement populaire, pacifique et féministe, dans l'ensemble du pays. L'effondrement du régime des ayatollahs permet, en affaiblissant le séparatisme houthiste, de pacifier le Yémen par un équilibre négocié des pouvoirs. Et la dissolution du Hezbollah et de ses différentes déclinaisons rend enfin possible la sortie du régime à la fois milicien et communautaire au Liban et en Irak.

Une telle vague démocratique ne tarde pas à toucher la Péninsule arabique, où des monarchies constitutionnelles se mettent successivement en place. En Égypte, l'armée consent à retourner dans ses casernes, en échange de la préservation d'une partie substantielle de ses intérêts dans le secteur privé (cette garantie, accordée à titre individuel, et non institutionnel, est vouée à s'éteindre progressivement). De manière générale, la lutte contre la corruption, qui enregistre d'importants succès dans tout le Moyen-Orient, encourage les investissements à la fois nationaux et étrangers, avec mobilisation des ressources jusque-là gelées dans la diaspora. Les classes moyennes

retrouvent leur dynamisme créatif et productif, tandis que la jeunesse renoue avec l'espoir, abandonnant les chimères de l'émigration illégale.

B) Le scénario intermédiaire

Une faction des Gardiens de la révolution s'impose aux autres en Iran et renverse la République islamique, remplacée par une dictature militaire dont le premier geste est de supprimer l'obligation du voile. Ce geste est salué par les dirigeants occidentaux, qui lèvent progressivement les sanctions à l'encontre de Téhéran, en contrepartie du gel du programme nucléaire. Le nouveau régime iranien prend acte de la normalisation entre l'Arabie saoudite et Israël, sans pour autant s'engager dans cette voie, ce qui amène, en Irak, en Syrie, au Liban et au Yémen, à enkyster des noyaux pro-iraniens toujours voués à la destruction d'Israël. La violence terroriste a beau rester contenue, elle continue à justifier la militarisation des pouvoirs en place, l'étouffement de la société civile et l'expulsion des voix dissidentes.

Les démocraties occidentales persistent à coopérer en matière de contrôle des migrations avec des régimes qui sont, par leur corruption et leur brutalité, le principal facteur d'incitation à l'émigration illégale. C'est dans la même veine qu'elles collaborent au nom de l'anti-terrorisme avec des appareils répressifs qui alimentent directement ou indirectement le terrorisme. Une telle navigation à vue permet, certes, d'éviter des catastrophes majeures, mais elle assigne à la jeunesse moyen-orientale

de 2050 le seul horizon d'un autoritarisme aussi impitoyable à l'intérieur qu'il se veut séducteur à l'étranger.

C) Le scénario le plus sombre

Le régime des ayatollahs ne trouve d'autre échappatoire à sa crise interne que la fuite en avant nucléaire, ce qui conduit en retour les États-Unis et Israël à mener une campagne de plus en plus ouverte pour renverser la République islamique. Le mouvement iranien de contestation est la première victime de ce conflit, au nom de l'union sacrée prévalant pour défendre la patrie agressée, selon la même dynamique qui avait sauvé la République islamique face à l'Irak en 1980. La Chine et la Russie se mobilisent aux côtés de l'Iran, qui pousse ses milices affiliées à frapper des cibles occidentales en Irak et en Syrie, tandis que le Hezbollah ouvre un second front contre Israël. Les islamistes palestiniens saisissent l'occasion pour lancer une troisième intifada, alliant tirs indiscriminés de roquettes, attentats-suicides et violences intercommunautaires.

Cette poussée aux extrêmes encourage les partisans d'une théocratie en Israël qui, à la faveur des troubles, détruisent les mosquées de l'Esplanade sacrée de Jérusalem et proclament l'établissement du Troisième temple. Des centaines de milliers de Palestiniens sont expulsés vers l'autre rive du Jourdain, où la monarchie hachémite s'effondre au profit d'une dictature militaro-islamiste. Celle-ci ne tarde pas à proclamer le jihad à l'encontre des Américains et des Européens, accusés de tous les maux de la région.

Le putsch à Amman entraîne une onde de choc dans la péninsule Arabique, où des régimes d'inspiration similaire se substituent aux souverains en place. Ils décrètent l'embargo sur les exportations d'hydrocarbures vers les pays occidentaux, sur fond de basculement stratégique en direction de Pékin, plus encore que de Moscou.

Le Moyen-Orient sombre dans le chaos, avec retour en force d'Al-Qaida et de Daech, qui implantent des émirats jihadistes sur des portions de Syrie, d'Irak et du Yémen. Ces différentes principautés terroristes, en rivalité ouverte les unes avec les autres, entrent également en compétition avec les nouvelles dictatures militaro-islamistes, d'où un déferlement sans précédent d'attentats sur le territoire européen. Les représailles occidentales, souvent assimilées par l'opinion arabe et iranienne aux frappes israéliennes, alimentent un ressentiment de plus en plus agressif, sans suffire à endiguer une campagne terroriste dont les états-majors sont trop fragmentés pour être tous anéantis. Le triomphe du non-droit moyen-oriental menace les fondements mêmes de l'État de droit sur le continent européen.

* * *

J'avoue avoir volontairement conclu cette prospective par le scénario le plus sombre, afin de souligner le coût exorbitant de la passivité face aux tragédies du Moyen-Orient, à rebours de ce qu'affirment en toute irresponsabilité les prétendus « réalistes ». Vous n'aurez d'ailleurs pas

entendu dans mon propos la moindre référence au « choc des civilisations » ou à l'affrontement supposé inexpiable entre Sunnites et Chiites. Je me suis au contraire efforcé d'aller à contre-courant de certaines idées reçues, en accordant un rôle essentiel à une Europe enfin rassurée sur sa place dans le monde ou en suggérant une position toujours dominante des pétromonarchies malgré la transition énergétique.

Questions de la salle

Henri Cukierman¹ : *Pour ce qui est de l'eau, l'exemple d'Israël est intéressant. Avec ses usines de désalinisation et le fait de récupérer maintenant 80 % des eaux usées, je crois, il devient excédentaire. Le seul problème est de savoir qui paye l'eau qu'Israël est prêt à vendre aux Palestiniens ou à la Jordanie. Les pays du Golfe sont en train de suivre la même direction. Ce problème me paraît donc relativement soluble, surtout si l'on se place en 2050.*

Par rapport à votre troisième scénario, l'extrême droite israélienne, à mon avis, est arrivée au pouvoir par hasard. Naftali Bennett, représentant de l'extrême droite qui était assez réaliste pour entrer dans un gouvernement avec les partis arabes, a quitté la politique, remplacé par deux personnes qui descendaient à toute vitesse dans les sondages avant la crise actuelle et qui ne vont pas sortir grandies après. Mon sentiment est que ce risque n'existe pas. Encore moins celui d'aller détruire al-Aqsa.

1. Président de la Chambre de commerce France-Israël.

Le premier problème du Moyen-Orient, c'est le terrorisme. L'Union européenne qui donne 230 ou 240 millions d'euros au gouvernement palestinien finance les familles des terroristes, ce qui est absurde. Il y a eu un exemple intéressant : pour imposer que les livres d'école n'incitent pas à la haine, l'Union européenne a cessé d'apporter son aide aux autorités palestiniennes. Au bout d'un an, les Palestiniens n'ont pas bougé d'un iota et l'Europe a laissé tomber. Toutefois, si l'on se place dans la perspective de 2050, ce qu'apprennent les élèves et qui va impacter le futur est important.

Dernier point de désaccord avec vous, c'est que tous les sondages indiquent que si demain, et peut-être aussi en 2050, il y avait des élections libres du côté palestinien ou en Cisjordanie, le Hamas sortirait vainqueur. Ayant à choisir entre un parti qu'ils connaissent mal et un gouvernement qui tape dans la caisse, les électeurs votent tous pour le Hamas.

Jean-Pierre Filiu : Pour ce qui est de l'eau, il ne faut pas se promener au bord de la mer Morte. Là on se rend compte que la situation est catastrophique. La question est qui contrôle ces ressources. Il y a un abus de position dominante, alors soit on continue d'abuser soit on coopère. Pour ce qui est des suprématistes, je doute qu'ils sortent affaiblis de la crise en cours. Je ne vois pas comment les horreurs subies par Israël ces derniers jours pourraient conforter ceux qui sont plus raisonnables. Nous ne sommes qu'au début d'une crise très longue. Je ne pense pas qu'il puisse y avoir des solutions militaires.

Il faut une solution politique et c'est là où je parle de l'Union européenne. L'équation sera la même en 2050 quand il y aura autant de Juifs que d'Arabes sur le même territoire. Comment fait-on ? Je suis malheureusement convaincu qu'on ne fait la paix qu'avec ceux auxquels on fait la guerre – l'idée qu'on peut choisir ses interlocuteurs pour la paix n'a jamais été prouvée dans l'Histoire. On fait la paix avec les gens qu'on déteste, justement parce qu'on ne veut plus les voir. Quelle est la principale leçon stratégique des massacres perpétrés par le Hamas ces derniers jours ? C'est qu'Israël n'a pas pu assurer seul sa sécurité. Israël doit donc faire confiance à quelqu'un d'autre, à un partenaire palestinien ou à une instance internationale. Actuellement, ce discours est difficilement audible en Israël du fait du traumatisme terrible dont on n'a pas encore pris entièrement la mesure. Tout le monde, en Israël, est touché. Militairement, tout a déjà été fait à Gaza. J'ai recensé une quinzaine de guerres faites par Israël à Gaza. Va-t-on continuer dans cette voie ? Il semble malheureusement que ce sera le cas. Je me permets juste de mettre en garde. C'est ce que veut le Hamas : attirer Israël dans une guerre au sol, dans des combats de rue de longue durée et qui, après des semaines et des mois, ne se concluront même pas par une victoire décisive.

Catherine Wihtol de Wenden ² : *Vous laissez entendre que, dans un scénario relativement favorable, les quelques 4 millions de Syriens partis à l'étranger retourneraient*

2. Directrice de recherche émérite au CNRS et à Sciences Po (Paris).

dans leur pays. Certains sont déjà revenus, mais c'est une infime minorité. Une majorité voudrait aller vers les pays européens avec lesquels ces gens ont des liens diasporiques, notamment avec le nord de l'Europe. Un million sont au Liban. Pensez-vous que le retour de ces Syriens de l'étranger est envisageable ?

Jean-Pierre Filiu : La chance de la prospective c'est qu'on peut faire des plans sur la comète. Je connais très bien cette diaspora syrienne, et elle n'aspire qu'à revenir au pays. Ce qui empêche ces gens de revenir, c'est Bachar el-Assad qui les a méthodiquement expulsés. C'est la raison pour laquelle il ne faut pas écouter les soi-disant réalistes qui disent qu'il faut traiter avec Bachar el-Assad parce qu'il sera toujours là. Traiter avec lui, cela veut dire que les réfugiés ne rentreront pas. Leur situation en Turquie est aujourd'hui insupportable. Si, à la surprise générale, lors des précédentes élections, Erdogan a été réélu, c'est aussi en raison des surenchères de ses opposants concernant l'expulsion des réfugiés. Leurs propos quasiment racistes n'ont pas convaincu les électeurs. Pour Erdogan, le retour des réfugiés est une priorité au même titre que ce qu'il appelle le terrorisme kurde. Oublions Bachar el-Assad. Vu le risque d'aggravation des conflits à même de faire de nouveau de la Syrie une centrifugeuse de la déstabilisation, il faut que les réfugiés rentrent. Il n'y a pas d'alternative. Ce ne sont pas des réfugiés économiques. Ce sont des gens qui ont dû fuir les bombardements, les viols, les disparitions, les tueries, les carnages. L'Europe se trouve devant une alternative simple : soit elle veut exister dans le monde, soit elle continue à payer

des soi-disant gardes-frontières qui n'en sont pas. On a bien vu comment la Turquie joue avec l'arme de l'émigration vers l'Europe pour pousser son propre agenda. D'ici à 2050, l'Europe a le temps de se donner les moyens d'une initiative plutôt que de toujours subir. On aurait donc un scénario où des millions de réfugiés syriens rentreraient dans leur pays pour participer à des élections libres, sous contrôle international. Par définition une élection est imprévisible, mais je vois mal Bachar el-Assad gagner ces élections. C'est un scénario qui pourrait être mis en œuvre dans le cadre d'une volonté politique, mais pour cela il faut se donner les moyens.

Ceci renvoie au caractère absolument vain des escalades militaires. Je ne le dis pas par pacifisme béat, mais par réalisme. C'est assez simple de faire une guerre. Mener une politique complexe du type de celle que je décris, c'est plus compliqué. Néanmoins, c'est ce qui prouve une puissance véritable. L'amiral Mahan le disait il y a 120 ans déjà : qui existe comme puissance au Moyen-Orient existe dans le monde entier. L'Europe a là un boulevard, mais, comme toujours, elle a peur de son ombre et il est vrai que les cafouillages de ces derniers jours sont inquiétants quant à la détermination collective européenne. C'est une question de destin et de ce point de vue, l'horizon 2050 est très clair. Les États-Unis, c'est fini. On peut éventuellement s'y adosser par rapport à la guerre en Ukraine, mais là encore on est à la merci de je ne sais quelles manigances au Congrès. Les États-Unis ne feront plus rien de politique au Moyen-Orient. À court et au moyen terme, les initiatives politiques au

Moyen-Orient incombent à l'Europe. On peut ou non continuer ce qu'on a déjà fait. Je tiens régulièrement ce plaidoyer pour l'Europe à Bruxelles, auprès de décideurs qui me trouvent souvent plus européen qu'eux-mêmes. Je fais plancher mes étudiants dessus, je leur fais faire des projets et des mémorandums politiques à l'intention des décideurs européens. Ils adorent ça parce que les jeunes de cette génération comprennent parfaitement que le cadre bilatéral, qui existera toujours, doit être transcendé par une vision européenne, laquelle fait cruellement défaut – le Moyen-Orient en est la preuve.

Lucile Dussoub³ : *Je voudrais vous interroger sur deux points. Comment faire pour que l'Union européenne garde son attrait face à la croissance, sur l'ensemble de la zone, d'une diplomatie transactionnelle, avec des acteurs régionaux qui demandent des garanties de sécurité et des montants plus importants?*

Cela appelle une deuxième question, sur les pays du Golfe. Encore récemment on parlait du prince héritier saoudien comme d'un acteur irrationnel, dont les agissements sont difficiles à anticiper. Les pays du Golfe et en particulier l'Arabie saoudite mènent une diplomatie d'équilibriste : tentatives de normalisation des relations avec Israël, rapprochement de l'Iran. Est-ce que cela vous paraît soutenable et durable à l'échelle de 2050?

3. Chargée de mission auprès du Premier ministre.

Jean-Pierre Filiu : À la différence d'autres dirigeants de la région, Mohammed ben Salmane est convaincu d'être toujours au pouvoir en 2050. Cela donne une certaine latitude. Personnellement, je ne connais pas beaucoup d'acteurs irrationnels au Moyen-Orient. Mais comme leur rationalité n'entre pas dans nos schémas, nous les qualifions de fous, de délirants. Il faut comprendre comment cela se passe. Mohammed ben Salmane est en train de construire une nation. Saoud est le nom de la dynastie qui a fondé un pays et qui a donné son nom à la population. C'est unique au monde. Construire une nation à partir d'un pays dont les frontières ont été tracées par les ambitions, l'expansionnisme et finalement les relatives retenues du fondateur, Abdelaziz Ibn Saoud, c'est un sacré défi. En tant qu'historien, les fêtes nationales m'intéressent. Aujourd'hui, l'événement fondateur de l'Arabie ce n'est plus le pacte wahhabite de 1744, c'est la fondation saoudienne. Cela veut dire qu'on est dans ce type de logique d'État, avec un pays qui a une population importante – ce n'est pas le cas des Émirats arabes unis ou du Qatar où seulement 10 % des résidents ont la citoyenneté.

L'Europe peut apporter énormément au Moyen-Orient. Ces autocrates ont besoin de prévisibilité. Nous, nous faisons semblant de croire qu'ils sont les garants de la stabilité. Eux, ils savent qu'ils sont beaucoup plus instables que nous ne le croyons. Les normes, le droit, c'est-à-dire les armes fondamentales de l'Union européenne, c'est très exactement ce dont le Moyen-Orient a le plus besoin. De toute façon, l'Amérique sera aux abonnés

absents. La Russie n'a pas les moyens, elle ne sait que bombarder, elle ne sait pas assurer le suivi. Quant à la Chine, elle ne sait que signer des contrats. Elle n'a ni la volonté politique ni l'ingénierie diplomatique nécessaire. Ce n'est pas rien une ingénierie diplomatique. Il faut des années, plusieurs générations pour former des spécialistes des relations internationales, à même de gérer les conflits, d'accompagner des accords. Rien de tout cela du côté de la Chine. La Chine c'est du blanc ou noir. Ami-ami avec tout le monde, jusqu'à ce que cela se passe moins bien. L'Europe en revanche peut énormément. Accessoirement c'est ce qui ferait pencher vers le scénario le plus prometteur que j'ai volontairement paré des couleurs les plus vives pour le rendre le plus attractif.

Charles Descours⁴ : *Est-ce que le rapprochement, timide, de l'Arabie saoudite avec l'Iran règle le problème Chiïtes-Sunnites? Et, deuxième question, quand vous parlez de l'Europe, vous ne dites rien sur l'Angleterre qui a quand même une influence importante dans la région, notamment en Israël.*

Jean-Pierre Filiu : L'Angleterre a choisi depuis longtemps de ne pas avoir une véritable politique au Moyen-Orient. Les Anglais sont très attentifs à la préservation de leurs intérêts, notamment dans leurs anciennes colonies du Golfe, et ils le font très bien, mais je ne vois pas de

4. Sénateur honoraire.

projet politique porté par la Grande-Bretagne dans la région. En même temps, c'est assez frappant de constater que la France considère qu'elle a encore une responsabilité historique au Liban, plus d'un siècle après la fondation de ce pays. Les Britanniques, eux, ont laissé en 1948 la Palestine dans l'état que l'on sait. Je n'ai jamais entendu parler au Royaume-Uni d'une quelconque responsabilité historique à assumer ou à purger. Bien au contraire. C'est ce qui distingue les tempéraments respectifs de part et d'autre de La Manche.

Pour ce qui est des Sunnites et des Chiites, j'ai volontairement évité de mettre cette contradiction supposée inexpiable au cœur de ma réflexion. Ce conflit dont on nous rebat les oreilles n'est que l'affrontement de deux théocraties, chiite en Iran et sunnite en Arabie Saoudite. S'il y a aujourd'hui un apaisement, rien n'est réglé. Si l'on échange les ambassadeurs, cela ne signifie pas s'embrasser sur la bouche ! Là encore, l'option militaire a échoué. Mohammed ben Salmane avait nommé la guerre qu'il avait déclenchée au Yémen « Tempête décisive ». Il pensait régler le problème en quelques semaines. Huit ans après – c'est vrai que cela forge un caractère ! –, il a compris qu'il lui faut pactiser avec ceux qui l'avaient diabolisé. Pour ce qui est des milices pro-iraniennes, elles ont désormais comme instruction de ne pas provoquer les Saoudiens. Toutefois, en Irak et au Liban, les principaux ennemis, adversaires, concurrents de ces milices pro-iraniennes sont d'autres Chiites. Le grand soulèvement de 2019 en Irak, interrompu, comme les autres de la région, par la Covid – on ne peut pas manifester dans la rue quand

il y a la pandémie – était un soulèvement chiite contre l’Iran. C’était un patriotisme irakien porté par des Chiites contre ce qui était perçu comme l’expansionnisme iranien. Comme souvent, ne pas cautionner la propagande des uns et des autres c’est aussi montrer que parfois la réalité est plus complexe, mais aussi qu’un autre équilibre des forces est possible. Aujourd’hui, en Irak, des Chiites s’opposent aux milices pro-iraniennes. En Iran, l’extraordinaire soulèvement « Femme, Vie, Liberté », admirable slogan que Diderot aurait apprécié, est porté par une population majoritairement chiite qui se soulève contre un régime qui se prévaut pourtant de la religion chiite. Je n’ai pas voulu mettre cette dimension confessionnelle au cœur de la prospective. Même si je ne suis pas si vieux que ça, mais quand même! Quand j’avais 18-20 ans, j’ai connu un Moyen-Orient où je ne savais pas, parmi mes amis musulmans, qui était chiite et qui était sunnite. Les identités sont toujours des constructions, volontaires ou imposées.

Michel Prada⁵ : *Je suis surpris de ne pas vous avoir entendu parler d’« islam » quand vous évoquez la capacité de l’Europe de convaincre les pays de la zone d’évoluer vers des formes démocratiques d’organisation politique. Prenez-vous en compte cette donnée? Quelle serait, selon vous, la voie de la réconciliation?*

Par ailleurs, pour des raisons que je comprends, vous avez exclu du Moyen-Orient le Maghreb. Est-ce que le

5. Président du Conseil de normalisation des comptes publics.

Maroc et le roi du Maroc pourraient jouer un rôle dans cette affaire?

Jean-Pierre Filiu : Pour ce qui est du roi du Maroc, je ne crois pas qu'il en ait l'envie. S'agissant d'une monarchie, le débat est fermé. Mais il y a au Maroc des mouvements d'opinion qui ne sont pas forcément favorables aux accords d'Abraham. Le souverain voudrait-il s'impliquer pour montrer que sa réconciliation avec Israël lui permet de jouer un rôle actif? Je ne sais pas. La composante intérieure est très forte. Sinon, je n'ai pas très bien compris votre question. Si vous parlez d'expériences démocratiques dans le monde arabo-moyen-oriental, il y en a eu un grand nombre. Elles ont toutes échoué en partie ou totalement du fait d'une intervention occidentale. Au XIX^e siècle un équivalent arabe des Lumières, qui s'appelait la Nahda, la Renaissance, a été brisé sinon étouffé par le protectorat français sur la Tunisie, en 1881, et par l'occupation britannique de l'Égypte, en 1882. La Tunisie fut le premier pays du monde musulman à se doter d'une Constitution, et l'Égypte était une forme de despotisme éclairé. Après la première guerre mondiale, il y a eu des expériences parlementaires. Depuis le temps, nous savons, nous, que le parlementarisme est toujours inabouti, et ces expériences démocratiques du monde musulman étaient, elles aussi, imparfaites. En Syrie et au Liban sous et après le mandat français, en Irak jusqu'en 1958, en Égypte jusqu'en 1952. La fête nationale de l'Égypte c'est un putsch, le putsch des soi-disant officiers libres qui en 1952 abolissent non seulement la monarchie, mais aussi le système parlementaire.

Le slogan des manifestations en faveur de Nasser ravit l'historien parce qu'au moins les choses sont claires : non aux élections, non aux partis, non aux syndicats. Ce qui signifie qu'avant il y avait eu autre chose.

Prenons le cas de l'Égypte. La transition de 2011 a duré un peu plus de deux ans. Cela a été imparfait et très brutal, mais il y a eu des élections libres. Ce n'est pas le cas de tous les scrutins ultérieurs. Les Frères musulmans avaient emporté les élections présidentielles avec 51 % des voix, en raison d'une polarisation au second tour : des électeurs qui n'avaient aucune sympathie pour les Frères musulmans ne voulaient pas la victoire du candidat des militaires, Ahmed Chafik. Le résultat a été terrible parce que les Frères musulmans ont gouverné dans l'intérêt de leur parti et non pas dans celui du pays. Cela a amené le coup d'État. Mais même à ce moment d'apogée des Frères musulmans, ceux-ci n'avaient pas plus de 20 à 25 % du corps électoral. Aujourd'hui c'est partout beaucoup moins, parce que les Frères musulmans se sont discrédités par leur sectarisme et leur corruption. Je vois mal comment ils pourraient se rétablir en tant que Frères musulmans. Les islamistes remportent des victoires quand ils s'identifient non pas à un programme islamiste, mais nationaliste. Cela ne signifie pas qu'ils n'ont pas un arrière-fond islamiste, mais c'est le nationalisme qui les fait l'emporter.

Cela vaut pour Erdogan et aussi pour le Hamas. Il ne faut pas se laisser abuser par leurs discours, par leurs traités, par la *fatwa* des uns et des autres, mais regarder

leur pratique. Moi je suis historien, je suis empirique : la *fatwa* de Khomeini contre Rushdie est abominable, mais les *fatwas* de Khomeini en tant que corpus doctrinal m'intéressent peu. Je regarde les faits, par exemple la question des stupéfiants. Les stupéfiants c'est important pour les islamistes. Quand, en 1949 Mao Zedong prend le pouvoir, la Chine est le pays le plus drogué du monde. Deux ans après, c'est réglé. Il n'y a plus de toxicomanie en Chine. Quand Khomeini prend le pouvoir en 1979, il y avait en Iran un demi-million de toxicomanes. Aujourd'hui il y en a douze fois plus. Je n'ai évidemment pas plus de sympathie pour un régime que pour l'autre. Mais je constate, au-delà des discours de l'Islam et de l'islamisme, l'efficacité moindre de la République islamique sur sa propre société. Pour un régime qui met au cœur de son action une soi-disant morale au point de tabasser à mort une femme qui s'en écarte, la banqueroute est totale. Aujourd'hui l'Iran est le pays le plus camé au monde. Les islamistes non seulement n'ont rien fait, mais directement ou indirectement ont accompagné le processus. Cet échec retentissant ne doit pas justifier la moindre complaisance, la moindre naïveté à l'égard de partis qui ont des programmes ou des objectifs liberticides, mais ne les faisons pas plus grands qu'ils ne sont parce que c'est ce qu'ils cherchent : être grands dans le regard des autres et projeter ainsi cette vision de puissance sur leur propre société.

Jean Labib⁶ : *Je veux poser une question concernant l'hypothèse la plus lumineuse que vous avez tracée, celle de deux États avec un corridor entre la bande de Gaza et la Cisjordanie. C'est un serpent de mer qui court depuis une cinquantaine d'années. Est-ce que cette solution, qui d'une certaine manière fait consensus à l'échelle internationale, est actuellement en mouvement ? Est-ce que la solution de l'État binational ne vous apparaît pas plus réaliste ?*

Jean-Pierre Filiu : Pour ce qui est des deux États, l'historien doit vous rappeler quelques faits. Vous dites qu'on en parle depuis 40 ans. C'est faux. L'Europe n'en parle que depuis 1999 et les États-Unis depuis 2002. C'est-à-dire bien après le début du processus de paix. Une des faiblesses – il y en a eu beaucoup – des accords d'Oslo, c'est qu'on a cru – une dynamique héritée des premiers accords, en 1979, de Camp David – à une période intérimaire à même d'inspirer confiance et à partir de là instaurer un climat plus favorable aux négociations qui devaient régler les différentes questions du statut final soit Jérusalem, les colonies, les frontières et l'eau. Nous avons vu le résultat. Au lieu de créer la confiance, cette période intérimaire a accumulé les contentieux. Le Premier ministre israélien, signataire des accords d'Oslo, a été assassiné par un Juif de la mouvance messianique – dont je persiste à croire qu'elle est en expansion.

À mon avis, poser d'emblée le but final donne plus de chances d'aboutir. Je souhaite bon courage aux diplo-

6. Producteur, Compagnie des Phares et Balises.

mates qui auront à suivre ce processus pendant des années. C'est épuisant, la paix. C'est terrible. Obligé de faire confiance sur le court terme à des ennemis qu'on a combattus toute sa vie, en espérant que sur le moyen et le long terme ce pari sera exaucé. L'État binational a été refusé avec constance par le mouvement sioniste. L'option binationale défendue par le Brit Shalom, déjà très minoritaire, n'a pas survécu aux émeutes de 1929 qui ont été un traumatisme très fort au sein du Yichouv, ainsi que l'on appelait « l'établissement » des Juifs en Palestine. Regardons en face ce qui se passe. Un État binational alors que les populations sont ainsi remontées l'une contre l'autre?! Je ne suis pas un grand clerc, mais la solution des deux États me paraît la seule possible. Le temps qu'elle émerge, on aura le répit de voir comment régler le statut des uns et des autres – les colons de Cisjordanie, les Arabes d'Israël. Je rappelle qu'actuellement le Hamas prône la destruction de l'État d'Israël sur la base d'une charte dont je ne vous recommande pas la lecture, un salmigondis antisémite qui tient les Juifs responsables d'avoir fait la Révolution française, où l'on retrouve le Protocole des sages de Sion, etc. La charte de l'OLP, elle, avait été amendée. On avait enlevé les articles qui prônaient la destruction de l'État d'Israël. Tout cela sera très dur. Il y aura beaucoup de déceptions et de récriminations. Pour éviter le gouffre qui paraît, sinon, la seule alternative, les deux États semblent une option raisonnable. Cela d'autant plus qu'à mon avis, et je ne le dis pas de gaîté de cœur, les deux populations aspirent à ne plus se voir pendant un certain temps.

Philippe Lagayette⁷ : *Au-delà des horreurs du Hamas – fruit du désespoir d’une population qui n’a aucune perspective, en particulier de jeunes – la meilleure solution, nous dit-on, pour cette population serait les deux États, dont vous-même vous venez de dire que c’est la seule possible. Or cette solution semble impossible au vu d’une Cisjordanie limitée par les implantations de colonies juives et d’une bande de Gaza qui est une poudrière où l’on ne peut pas vivre. Qu’est-ce qu’on peut faire pour que ces Palestiniens ne soient pas complètement désespérés? La solution à deux États, difficile – mais on y arrivera quand même – est-elle suffisante?*

Jean-Pierre Filiu : Personne à ce jour ne s’est attelé sérieusement à faire aboutir la solution à deux États. Vu le désastre actuel, qui résulte de tout ce qui n’a pas été fait, il serait peut-être temps de s’y mettre vraiment. Camp David à l’été 2000, ce n’est pas encore ça. Les Américains n’ont pas préparé la négociation. La première injonction de Bill Clinton n’arrivera qu’en décembre 2000, après l’élection de George W. Bush, pendant l’interrègne. Clinton ne remet même pas un document aux Israéliens et aux Palestiniens : il parle à la Maison-Blanche et c’est ce qui va devenir « les paramètres Clinton ». On est très loin d’une mobilisation déterminée et conséquente pour arriver à cette solution. C’est l’expression d’une forme d’impuissance dont il sera fait écho par la suite dans les réunions européennes. On dit une chose, tout en sachant

7. Banquier, membre du Conseil des garants de l’Institut Jacques Delors

que cela ne se fera pas. Il faudrait qu'un jour on dise les choses pour qu'elles se fassent. Tous les documents stratégiques de l'Union européenne précisent que son objectif c'est de faire aboutir la solution à deux États. Ah bon? Que fait l'Union européenne pour y arriver? À part de dépenser de l'argent à fonds perdu pour maintenir un statu quo qui n'en est pas un puisque de toute évidence il prend l'eau de toutes parts.

Ma conviction profonde c'est que si nous laissons les Israéliens et les Palestiniens seuls, face à face, la guerre s'ajoutera à la guerre et nous ne sortirons jamais de l'impasse actuelle. Il faut une intervention extérieure. Elle est indispensable. Les deux parties en ont besoin. C'est ma conviction pas seulement d'universitaire, mais de citoyen du monde. Je pense que, du fait de son crédit et de sa légitimité, l'Union européenne est la mieux à même d'intervenir. C'est un partenaire fondamental pour Israël et le premier bailleur de fonds des Palestiniens. Toutefois, on a l'impression qu'au Moyen-Orient l'Union européenne paye pour ne rien faire. C'est comme si payer était la dernière manifestation du consensus. D'ailleurs dans les agences internationales il y a une formule qui résume cette situation : *US decide, EU pays and UN feeds*. Les Américains décident, l'Europe paye et l'ONU nourrit. Ce qui se passe en ce moment prouve qu'il n'est plus possible de continuer comme ça. Il n'y a pas de baguette magique. Il faut faire quelque chose de manière raisonnée, discutée, collective, etc., ouvrir une perspective vitale dans tous les sens du mot pour les deux peuples.

Maryse Artiguelong⁸ : *À propos de l'actualité qui nous préoccupe, vous avez déclaré qu'Israël n'a pas pu se défendre seul. N'est-ce pas aussi l'échec des technologies de surveillance dont Israël est quand même un grand pourvoyeur pour le monde entier? Envisagez-vous l'utilisation de ces technologies en 2050?*

Jean-Pierre Filiu : J'avoue volontiers les limites de mon expertise et que les technologies de surveillance en 2050 sont un sujet qui me dépasse. En revanche, je ne sais pas si vous avez vu la série israélienne « Fauda ». Je l'ai regardée intégralement pour un tas de raisons et c'était très frappant parce que, dans cette série, vous avez la mise en scène de ces technologies. La série concerne des unités de Mista'arvim, les agents israéliens qui se font passer pour des Arabes afin d'infiltrer ceux-ci. Ils font beaucoup de dégâts dans les rangs palestiniens. Les créateurs de cette série sont des anciens de ces unités. Je vous en parle parce qu'on y voit effectivement une salle avec des écrans et on a l'impression que les Israéliens savent tout, voient tout, les voitures, les ceci, les cela. J'avais des choses à dire, mais enfin, quand il était question de la Cisjordanie, c'était crédible. Dès qu'à la troisième saison de cette série on arrive à Gaza, que je connais personnellement très bien, c'est du n'importe quoi. Ils ne savent pas de quoi ils parlent. À partir du moment où, en 2007, Gaza a été déclarée collectivement entité terroriste où aucun Israélien ne peut pénétrer, ceux-ci ont perdu toute connaissance physique de l'autre. On a cru que l'on peut compenser

8. Vice-présidente de la Ligue des droits de l'Homme.

cette connaissance par les technologies. Le résultat est là. On n'a jamais trouvé mieux que le renseignement humain. Quand vous êtes à Gaza, il y a un bourdonnement permanent parce qu'il y a continuellement des drones qui survolent, qui surveillent, qui photographient, qui filment. Eh bien, malgré tout cela, il s'est passé ce qui s'est passé. Il y aura une commission d'enquête en Israël et un jour nous aurons une meilleure connaissance de ce qui s'est vraiment passé. Mais l'effondrement va au-delà de la question du renseignement. Les Israéliens auraient pu profiter de l'expérience des Américains.

Dans la guerre globale contre le terrorisme, les drones appuient, ils peuvent tuer quelqu'un en Afghanistan ou ailleurs, mais c'est tout. Résultat : les Américains qui savaient que les talibans allaient prendre Kaboul, pensaient que ce serait comme à Saïgon, dans un intervalle décent, deux-trois ans après leur départ. Les talibans prennent Kaboul en quelques semaines. Les Américains doivent gérer pendant 15 jours l'aéroport de Kaboul avec les talibans. Donc voilà, il y a un moment où les sociétés, les peuples, il faut les connaître de l'intérieur et toutes les technologies d'interception, tous les algorithmes ne peuvent pas suppléer cette connaissance physique et humaine.

Yvan Glasel ⁹ : *La solution à deux États suppose que cela soit possible géographiquement. Or dans la région, il y*

9. Président d'honneur de la Fondation de La France mutualiste, membre du conseil d'administration de La France mutualiste.

a de grands espaces libres un peu à l'écart d'Israël, mais autour d'Israël les territoires disponibles pour constituer un État sont difficiles à identifier.

Jean-Pierre Filiu : Il faut se demander quel est le coût de l'alternative. À mon avis, il est exorbitant. Ce n'est pas la peine de persévérer dans une voie qui produit des tragédies toujours plus importantes. J'ai le regret d'avoir dit dès 2014, pendant la précédente occupation terrestre de Gaza, que le piège de Gaza s'était refermé sur Israël et que gager la sécurité d'un peuple sur l'insécurité permanente d'un autre était une illusion tactique et une erreur stratégique. C'est beaucoup plus simple d'aller bombarder, mais regardez où en sont, après 30 ans de bombardements, les Américains qui ont abdicé leur capacité à être des médiateurs. Les Américains sont de l'autre côté de l'océan. Nous, nous sommes ici. Je sais bien que c'est dur, et chaque jour qui passe rend les choses encore plus dures et plus compliquées. Mais je rappelle ma projection démographique : en 2050, sur cet espace il y aura autant de Juifs que d'Arabes. Comment fait-on ?

Yvan Glasel : *Il faut observer que les Arabes d'Israël, les Arabes citoyens d'Israël, sont paisibles actuellement. Ils ne se manifestent pas contre leur pays d'adoption qui est peut-être leur pays d'origine aussi. Le comportement des Arabes d'Israël indique peut-être une voie d'avenir.*

Jean-Pierre Filiu : Je note. Mais lors de la précédente crise, il y a eu des émeutes intercommunautaires dans pratiquement toutes les villes dites mixtes, c'est-à-dire

judéo-arabes d'Israël, et ces émeutes ont fait le lit des suprématistes Ben Gvir et Smotrich.

André Comte-Sponville¹⁰ : *Si je résume votre propos : il y a, entre Israéliens et Palestiniens, plus de haine que jamais ; il n'y aura pas, à moyen terme, de réconciliation (ce qui peut sembler pessimiste, mais réaliste aussi) ; la seule solution (puisque faire la paix avec ses ennemis, vous avez raison, c'est la seule façon de la faire) serait de fonder la paix sur la haine : quand on ne peut plus se supporter, il faut se séparer. Cela veut dire deux États. Sauf que c'est impossible, pour les deux peuples, d'y arriver seuls. C'est donc à l'Europe de s'en charger. Alors une question me vient à l'esprit. Vous avez écrit un livre qui s'appelle Histoire du Moyen-Orient de 395 à nos jours. Je suis très ignorant : je me suis demandé pourquoi 395. Pour ceux qui le sont autant que moi, je précise que 395 c'est la fondation de l'Empire romain d'Orient, capitale Constantinople. Vous sous-titrez : « histoire laïque du Moyen-Orient ». C'est là où je voulais en venir. Pourquoi le Moyen-Orient est-il tellement important ? Parce qu'il est central, entre l'Afrique, l'Europe et l'Asie ? Certes. Mais, pour nous, c'est aussi l'endroit où sont nés les trois monothéismes. L'un, le christianisme, est en train de se déliter, de se déconstruire. L'Europe est de moins en moins chrétienne, si bien que lorsque le pape François voyage, il est reçu comme un personnage humanitaire plutôt que comme un maître spirituel, ce*

10. Directeur général de l'Institut Diderot.

qui en dit long sur la déchristianisation en profondeur de l'Europe. Alors qu'en même temps, on a le sentiment que l'Islam est de plus en plus fort, en tout cas d'une agressivité croissante, et qu'en Israël, les religieux et les extrémistes de droite ont de plus en plus d'influence – ce qui afflige mes amis Juifs, pratiquement tous athées et presque tous de gauche. D'où ma question : je ne me demande pas si, en 2050, il y aura plus ou moins de musulmans, mais peut-on imaginer un recul du fanatisme religieux aussi bien en Israël, du côté du judaïsme, que dans les pays arabes et en Palestine? Peut-on espérer une remontée des courants laïques, qui ont été si forts, en Israël et dans le monde arabe, dans les années 1950-1960? Ou, à l'inverse, faut-il se résigner à un Occident de plus en plus déchristianisé et, inversement, un monde musulman et un pays juif de plus en plus livrés au fanatisme religieux?

Jean-Pierre Filiu : Oui, je tenais vraiment à écrire une histoire laïque du Moyen-Orient. Il ne s'agit évidemment pas de nier la dimension religieuse, mais de montrer que l'on peut faire sur la très longue durée une histoire qui ne prend pas le religieux comme paramètre fondamental. Généralement, derrière le religieux il y a des groupes ethniques ou politiques, des groupes ascendants, descendants. Effectivement, 395 c'est une date politique avec l'Empire romain d'Orient et la création du Moyen-Orient comme entité politique par la division d'un empire qui était chrétien aussi bien à Rome qu'à Constantinople. L'Empire romain d'Orient ce n'était pas un ailleurs religieux. C'était un ailleurs politique. L'Em-

pire romain d'Orient et l'Empire perse, qui était zoroastrien, deux monothéismes d'État qui, dans la logique du choc des civilisations, auraient dû se faire la guerre, ont coexisté pendant deux siècles et cela s'est plutôt bien passé. Les bureaucraties d'État cultivaient la langue de l'autre, la culture de l'autre, et il y avait des parrainages croisés entre souverains et princes héritiers. 395, parce qu'avec la meilleure volonté du monde, si l'on veut écrire une histoire laïque, prendre comme point de départ le 0 chrétien ou le 0 musulman, cela amène un biais méthodologique.

Pour ce qui est des fanatiques, je note que chaque fois que je parle du conflit israélo-palestinien, je parle de Juifs et d'Arabes comme peuples. Je ne les qualifie pas religieusement. Mais tant qu'il n'y a pas de perspective politique, il est inévitable, inexorable de mettre en avant l'identification religieuse, y compris dans le discours, et la dimension messianique submerge les autres. J'ai fait, il y a quinze ans, un livre qui s'appelle *L'Apocalypse dans l'Islam* où il est question des visions apocalyptiques, eschatologiques, d'un certain nombre de groupes messianiques, et il est clair qu'il y a une Apocalypse en miroir entre les sionistes chrétiens des États-Unis et les fondamentalistes musulmans. Pourquoi je parle de sionistes chrétiens ? Parce qu'il y a des gens capables de contrôler le Congrès américain, capables de bloquer le budget fédéral, et qui considèrent que leur salut participe du retour du peuple juif sur sa terre – ils ne sont pas philosémites, ils sont plutôt antisémites : ils pensent qu'il n'y aura plus de Juifs à la fin des temps et que c'est très bien comme

ça! Je trahis à peine leur pensée. Cela fait maintenant un certain temps qu'ils interviennent au Moyen-Orient, contre Clinton, puis autour de George W. Bush, pour, à chaque fois, aller du côté des plus durs, des messianiques. Actuellement, à Jérusalem, des ultra-orthodoxes juifs crachent sur des pèlerins chrétiens, parfois de cette mouvance, ce qui commence à choquer aux États-Unis. Benyamin Netanyahu, qui compte beaucoup sur le soutien inconditionnel des sionistes chrétiens des États-Unis, a dû expliquer qu'il trouve cette attitude intolérable, mais que ces ultra-orthodoxes ne représentent qu'une minorité. Il faut noter que les Européens ont eux aussi une contrainte par rapport à ce mouvement messianique qui vient des États-Unis et qui est dévastateur pour notre sécurité et pour l'avenir du Moyen-Orient. Je ne l'ai pas mis au cœur de la prospective, néanmoins je doute qu'en 2050 les sionistes chrétiens soient moins puissants aux États-Unis, d'abord parce qu'ils ont une natalité tout à fait conséquente – ils représentent aujourd'hui le quart de l'électorat et la moitié de l'électorat républicain. C'est quelque chose qui doit être pris en compte parce que cela a un impact direct sur les États-Unis et sur le Moyen-Orient. Netanyahu, dont les rapports avec la diaspora juive ne sont pas forcément les meilleurs, a misé dans la durée sur les sionistes chrétiens – on l'a vu lors de l'ouverture de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem en 2018. Cela nonobstant leur vision du monde assez chargée d'antisémitisme : pour ces sionistes chrétiens, à la fin des temps, deux tiers des Juifs se seraient convertis, le tiers restant étant voué à être exterminé.

Henri Cukierman : *Effectivement, les guerres ne mènent à rien, mais est-ce que l'Europe, qui n'a pas des moyens militaires, peut-elle avoir une quelconque influence uniquement par son poids politique?*

Jean-Pierre Filiu : On n'a pas beaucoup évoqué l'Ukraine, où je suis très impliqué. J'ai enseigné à Kiev tout le mois de février et j'y suis retourné cet été. Il est clair que face à la menace russe, l'Europe a commencé à se donner les moyens industriels d'une politique de défense – je n'ai pas dit une politique militaire! Je ne crois pas que le Moyen-Orient ait besoin de plus de guerre, de plus d'armes, de plus de hard power. C'est une région qui est saturée de militaires. En revanche le soft power, l'influence, le droit, les normes, la négociation c'est ce qui manque cruellement. Je peux me tromper, c'est le charme des perspectives, mais à mon sentiment le Moyen-Orient n'a pas besoin de plus de militaires, et certainement pas de la part de l'Europe.

André Comte-Sponville : *En guise de conclusion : de vos trois scénarios, lequel vous paraît le moins improbable à l'heure actuelle?*

Jean-Pierre Filiu : Évidemment, le scénario le plus prometteur, sinon je ne serai pas devant vous. Je pense que justement, à cause de l'Ukraine, nous sommes à un tournant dans la prise de conscience de notre solidarité stratégique, de notre avenir commun. Poutine a plus fait pour la dynamique européenne que des décennies de

conseils. J'ose espérer que la tragédie actuelle du Moyen-Orient amènera à ce type de mise à niveau, à ce type de prise de conscience. Ce ne sera pas facile. Il y aura de grandes tensions. En tout cas, c'est ce qui me fait tenir debout, sinon je serais bien malheureux.

Retrouvez l'intégralité du débat en vidéo sur
www.institutdiderot.fr

Les publications de l'Institut Diderot

Dans la même collection

- L'avenir de l'automobile - Louis Schweitzer
- Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme - Etienne Klein
- L'avenir de la croissance - Bernard Stiegler
- L'avenir de la régénération cérébrale - Alain Prochiantz
- L'avenir de l'Europe - Franck Debié
- L'avenir de la cybersécurité - Nicolas Arpagian
- L'avenir de la population française - François Héran
- L'avenir de la cancérologie - François Goldwasser
- L'avenir de la prédiction - Henri Atlan
- L'avenir de l'aménagement des territoires - Jérôme Monod
- L'avenir de la démocratie - Dominique Schnapper
- L'avenir du capitalisme - Bernard Maris
- L'avenir de la dépendance - Florence Lustman
- L'avenir de l'alimentation - Marion Guillou
- L'avenir des humanités - Jean-François Pradeau
- L'avenir des villes - Thierry Paquot
- L'avenir du droit international - Monique Chemillier-Gendreau
- L'avenir de la famille - Boris Cyrulnik
- L'avenir du populisme - Dominique Reynié
- L'avenir de la puissance chinoise - Jean-Luc Domenach
- L'avenir de l'économie sociale - Jean-Claude Seys
- L'avenir de la vie privée dans la société numérique - Alex Türk
- L'avenir de l'hôpital public - Bernard Granger
- L'avenir de la guerre - Henri Bentegeat & Rony Brauman
- L'avenir de la politique industrielle française - Louis Gallois
- L'avenir de la politique énergétique française - Pierre Papon
- L'avenir du pétrole - Claude Mandil
- L'avenir de l'euro et de la BCE - Henri Guaino & Denis Kessler
- L'avenir de la propriété intellectuelle - Denis Olivennes
- L'avenir du travail - Dominique Méda
- L'avenir de l'anti-science - Alexandre Moatti
- L'avenir du logement - Olivier Mitterrand
- L'avenir de la mondialisation - Jean-Pierre Chevènement
- L'avenir de la lutte contre la pauvreté - François Chérèque
- L'avenir du climat - Jean Jouzel
- L'avenir de la nouvelle Russie - Alexandre Adler
- L'avenir de la politique - Alain Juppé
- L'avenir des Big-Data - Kenneth Cukier & Dominique Leglu

-
- L'avenir de l'organisation des Entreprises - Guillaume Poirtral
 - L'avenir de l'enseignement du fait religieux dans l'École laïque - Régis Debray
 - L'avenir des inégalités - Hervé Le Bras
 - L'avenir de la diplomatie - Pierre Grosser
 - L'avenir des relations Franco-Russes - S.E Alexandre Orlov
 - L'avenir du Parlement - François Cornut-Gentille
 - L'avenir du terrorisme - Alain Bauer
 - L'avenir du politiquement correct - André Comte-Sponville & Dominique Lecourt
 - L'avenir de la zone euro - Michel Aglietta & Jacques Sapir
 - L'avenir du conflit entre chiite et sunnites - Anne-Clémentine Larroque
 - L'Iran et son avenir - S.E Ali Ahani
 - L'avenir de l'enseignement - François-Xavier Bellamy
 - L'avenir du travail à l'âge du numérique - Bruno Mettling
 - L'avenir de la géopolitique - Hubert Védrine
 - L'avenir des armées françaises - Vincent Desportes
 - L'avenir de la paix - Dominique de Villepin
 - L'avenir des relations franco-chinoises - S.E. Zhai Jun
 - Le défi de l'islam de France - Jean-Pierre Chevènement
 - L'avenir de l'humanitaire - Olivier Berthe - Rony Brauman - Xavier Emmanuelli
 - L'avenir de la crise du Golfe entre le Qatar et ses voisins - Georges Malbrunot
 - L'avenir du Grand Paris - Philippe Yvin
 - Entre autonomie et Interdit : comment lutter contre l'obésité ?
Nicolas Bouzou & Alain Coulomb
 - L'avenir de la Corée du Nord - Juliette Morillot & Antoine Bondaz
 - L'avenir de la justice sociale - Laurent Berger
 - Quelles menaces numériques dans un monde hyperconnecté ? - Nicolas Arpagian
 - L'avenir de la Bioéthique - Jean Leonetti
 - Données personnelles : pour un droit de propriété ?
Pierre Bellanger et Gaspard Koenig
 - Quels défis pour l'Algérie d'aujourd'hui ? - Pierre Vermeren
 - Turquie : perspectives européennes et régionales - S.E. Ismail Hakki Musa
 - Burn out - le mal du siècle ? - Philippe Fossati & François Marchand
 - L'avenir de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État.
Jean-Philippe Hubsch
 - L'avenir du bitcoin et du blockchain - Georges Gonthier & Ivan Odonnat
 - Le Royaume-Uni après le Brexit
Annabelle Mourougane - Frédéric de Brouwer & Pierre Beynet
 - L'avenir de la communication politique - Gaspard Gantzer
 - L'avenir du transhumanisme - Olivier Rey
 - L'économie de demain : sociale, solidaire et circulaire ?
Géraldine Lacroix & Romain Slitine
 - La transformation numérique de la défense française - Vice-amiral Arnaud Coustillière
 - L'avenir de l'indépendance scientifique et technologique française
Gérard Longuet
 - L'avenir du Pakistan - Ardavan Amir-Aslani
 - Le corps humain et sa propriété face aux marchés - Sylviane Agacinski
 - L'avenir de la guerre économique américaine - Ali Laïdi
 - Construire l'économie de demain - Jean Tirole
 - L'avenir de l'écologie... et le nôtre - Luc Ferry
 - La vulgarisation scientifique est-elle un échec ? - Étienne Klein
 - Les trois utopies européennes - Francis Wolff
 - L'avenir des Juifs français - Haïm Korsia

- Comment faire face à la pénurie et à la hausse des prix des matières premières? Philippe Chalmin
- Changement climatique : comprendre et agir - Christian de Perthuis
- L'avenir du féminisme - Caroline Fourest
- Le ressentiment contemporain menace-t-il la Démocratie ? - Cynthia Fleury
- Les nouvelles lignes d'affrontement dans un monde numérisé : l'ère des frontières.com - Nicolas Arpagian
- Comment manager la génération Z? - Pascal Broquard
- Les dangers du « wokisme » - Jean-François Braunstein
- La dépression, mal du siècle ? - Hugo Bottemanne
- L'avenir du posthumanisme ou les limites de l'humain - Jean-Michel Besnier
- Transgenres et conséquences : Les transitions juvéniles et la responsabilité des adultes - Claude Habib
- Devenir transclasse : comment échapper aux destins déjà écrits? - Chantal Jaquet

Les Déjeuners / Dîners de l'Institut Diderot

- La Prospective, de demain à aujourd'hui - Nathalie Kosciusko-Morizet
- Politique de santé : répondre aux défis de demain - Claude Evin
- La réforme de la santé aux États-Unis : quels enseignements pour l'assurance maladie française ? - Victor Rodwin
- La question du médicament - Philippe Even
- La décision en droit de santé - Didier Truchet
- Le corps ce grand oublié de la parité - Claudine Junien
- Des guerres à venir ? - Philippe Fabry
- Les traitements de la maladie de Parkinson - Alim-Louis Benabib
- La souveraineté numérique - Pierre Bellanger
- Le Brexit et maintenant - Pierre Sellal
- Les Jeux paralympiques de Paris 2024 : une opportunité de santé publique ? Pr François Genet & Jean Minier - Texte écrit en collaboration avec Philippe Fourny
- L'intelligence artificielle n'existe pas - Luc Julia
- Cyber : quelle(s) stratégie(s) face à l'explosion des menaces ? Jean-Louis Gergorin & Léo Issac-Dognin
- La puissance publique face aux risques - François Vilnet & Patrick Thourot
- La guerre des métaux rares - La face cachée de la transition énergétique et numérique - Guillaume Pitron
- Comment réinventer les relations franco-russes ? - Alexandre Orlov
- La république est-elle menacée par le séparatisme ? - Bernard Rougier
- La révolution numérique met-elle en péril notre civilisation ? - Gérald Bronner
- Comment gouverner un peuple-roi ? - Pierre-Henri Tavoillot
- L'eau enjeu stratégique et sécuritaire - Franck Galland
- Autorité un «enjeu pluriel» pour la présidentielle 2022 ? - Thibault de Montbrial
- Manifeste contre le terrorisme islamiste - Chems-eddine Hafiz
- Reconquérir la souveraineté numérique Matthieu Bourgeois & Bernard de Courrèges d'Ustou
- Le sondage d'opinion : outil de la démocratie ou manipulation de l'opinion ? Alexandre Dézé
- Le capitalisme contre les inégalités - Yann Coatanlem
- Franchir les limites : transitions, transgressions, hybridations - Claudine Cohen
- Migrations, un équilibre mondial à inventer - Catherine Withol de Wendon
- Insécurité alimentaire et changement climatique : les solutions apportées par les biotechnologies végétales - Georges Freyssinet
- L'avenir de la gauche française - Renaud Dely

Les Notes de l'Institut Diderot

- L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert - Emmanuel Halais
- Le futur de la procréation - Pascal Nouvel
- La République à l'épreuve du communautarisme - Eric Keslassy
- Proposition pour la Chine - Pierre-Louis Ménard
- L'habitat en utopie - Thierry Paquot
- Une Assemblée nationale plus représentative - Eric Keslassy
- Où va l'Égypte ? - Ismaïl Serageldin
- Sur le service civique - Jean-Pierre Gualezzi
- La recherche en France et en Allemagne - Michèle Vallenthini
- Le fanatisme - Texte d'Alexandre Deleyre présenté par Dominique Lecourt
- De l'antisémitisme en France - Eric Keslassy
- Je suis Charlie. Un an après... - Patrick Autréaux
- Attachement, trauma et résilience - Boris Cyrulnik
- La droite est-elle prête pour 2017 ? - Alexis Feertchak
- Réinventer le travail sans l'emploi - Ariel Kyrou
- Crise de l'École française - Jean-Hugues Barthélémy
- À propos du revenu universel - Alexis Feertchak & Gaspard Koenig
- Une Assemblée nationale plus représentative - *Mandature 2017-2022* - Eric Keslassy
- L'avenir de notre modèle social français - Jacky Bontems & Aude de Castet
- Handicap et République - Pierre Gallix
- Réflexions sur la recherche française... - Raymond Piccoli
- Le système de santé privé en Espagne : quels enseignements pour la France ?
Didier Bazzocchi & Arnaud Chneiweiss
- Le maquis des aides sociales - Jean-Pierre Gualezzi
- Réformer les retraites, c'est transformer la société - Jacky Bontems & Aude de Castet
- Vers un droit du travail 3.0 - Nicolas Dulac
- L'assurance santé privée en Allemagne : quels enseignements pour la France ?
Arnaud Chneiweiss & Nadia Desmaris
- Repenser l'habitat. Quelles solidarités pour relever le défi du logement dans une société de la longévité ? - Jacky Bontems & Aude de Castet
- De la nation universelle au territoire-monde - L'avenir de la République dans une crise globale et totale - Marc Soléry
- L'intelligence économique - Dominique Fonvielle
- Pour un Code de l'enfance - Arnaud de Belenet
- Les écoles de production - Agnès Pannier-Runacher
- L'intelligence artificielle au travail - Nicolas Dulac Gérardot
- Une Assemblée nationale plus représentative ? - *Mandature 2022-2027* - Eric Keslassy
- L'homme politique face aux diktats de la com - François Belley

Les Colloques de l'Institut Diderot

- L'avenir du progrès
- Les 18-24 ans et l'avenir de la politique
- L'avenir de l'Afrique
- Les nouvelles stratégies de prévention pour vivre et vieillir en bonne santé

Le Moyen-Orient en 2050 : un essai de prospective

En 1991, George H. W. Bush a jeté les bases d'un « nouvel ordre mondial », visant à garantir l'hégémonie américaine après la chute de l'Union soviétique. Cet ordre a été ébranlé par l'invasion de l'Irak par George W. Bush, qui a détruit ce que son père avait établi douze ans auparavant.

Les présidents Obama, Trump et Biden ont cherché à mettre fin aux « guerres sans fin » au Moyen-Orient en retirant les États-Unis de cette région stratégique et en abandonnant toute médiation dans le conflit israélo-palestinien. Cette décision a été exploitée par Vladimir Poutine, qui a renforcé sa présence en Syrie et en Libye.

Cependant, la crise syrienne n'a pas été résolue, malgré l'engagement militaire russe. De plus, les récents développements diplomatiques, comme la réconciliation de la Turquie avec les rivaux du Golfe et le retour de la Syrie à la Ligue arabe, suggèrent que les relations internationales au Moyen-Orient sont en pleine recomposition.

La Chine semble également vouloir jouer un rôle croissant dans la région. Le président Xi Jinping a parrainé la normalisation des relations entre l'Iran et l'Arabie saoudite, une initiative cruciale pour que les investissements massifs de la Chine au Moyen-Orient se traduisent en influence politique mondiale.

À quoi ressemblera donc le Moyen-Orient dans 25 ans et quelles seront les conséquences pour ses populations et, par extension, pour l'Europe, alors qu'un récent rapport annonce un stress hydrique extrême d'ici à 2050 pour toute la région ?

Quatre jours après l'attaque terroriste du Hamas contre Israël, notre invité nous fait l'amitié de se prêter au jeu des questions-réponses, sans détour ni esquivé.

Jean-Pierre FILIU



Jean-Pierre FILIU est professeur en histoire du Moyen-Orient à Sciences Po (Paris), après avoir enseigné dans les universités américaines de Columbia (New York) et de Georgetown (Washington). Ses nombreux ouvrages, régulièrement primés en France comme à l'étranger, ont été traduits dans une quinzaine de langues. Dernier ouvrage paru *Stupéfiant Moyen-Orient. Une histoire de drogue, de pouvoir et de société* (Seuil, 2023).



La présente publication ne peut être vendue.



ISBN 978-2-494240-23-0



9 78 2 494 240 23 0
ISSN 2496-4948 (en ligne)
ISSN-2608-1334 (imprimé)